



***Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé
4, place du palais 31 380 BAZUS***



C.C.A.P. Cahier des Clauses Administratives Particulières

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES
Vendredi 9 février 2024 à 12h00 sur le profil acheteur www.e-marchespublics.com

| |
|---|
| Maîtrise d'oeuvre |
| MARONESE Guy Architecte DPLG 27, rue des lois 31 000 TOULOUSE Tél. 05 61 70 14 79 Portable 06 07 76 48 37 Email guy.m.sm@live.com |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat | 3 |
| 1.1 - Objet du contrat | 3 |
| 1.2 - Décomposition du contrat..... | 3 |
| 1.3 – Réalisation de prestations similaires | 3 |
| 2 - Pièces contractuelles..... | 3 |
| 3 - Intervenants..... | 4 |
| 3.1 - Maîtrise d'œuvre et études | 4 |
| 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier | 4 |
| 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs | 4 |
| 4 - Durée et délais d'exécution | 4 |
| 4.1 - Délai global d'exécution des prestations | 4 |
| 4.2 - Délai d'exécution | 4 |
| 4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution | 4 |
| 5 - Prix | 4 |
| 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 4 |
| 5.2 – Modalités de variation des prix | 5 |
| 5.3 - Répartition des dépenses communes..... | 5 |
| 5.4 - Contenu des prix-mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes-travaux en régie | 5 |
| 6 - Garanties Financières | 7 |
| 7 - Avance..... | 7 |
| 7.1 - Conditions de versement et de remboursement | 7 |
| 7.2 - Garanties financières de l'avance | 7 |
| 8 - Modalités de règlement des comptes | 8 |
| 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels..... | 8 |
| 8.4 - Paiement des cotraitants..... | 9 |
| 8.5 - Paiement des sous-traitants | 9 |
| 9 - Conditions d'exécution des prestations | 9 |
| 9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits | 9 |
| 9.2 - Implantation des ouvrages | 9 |
| 9.3 - Préparation et coordination des travaux..... | 9 |
| 9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux | 9 |
| 9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier..... | 9 |
| 9.3.3 - Registre de chantier..... | 10 |
| 9.4 - Etudes d'exécution | 10 |
| 9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier..... | 10 |
| 9.5.1 - Gestion des déchets de chantier | 10 |
| 9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux | 10 |
| 9.5.3 - Documents à fournir après exécution | 10 |
| 9.6 - Réception des travaux | 10 |
| 9.6.1 - Dispositions applicables à la réception | 10 |
| 9.6.2 - Réception partielle | 10 |
| 9.6.3 - Epreuves concluantes | 10 |
| 10 - Garantie des prestations | 11 |
| 11 - Pénalités | 11 |
| 11.1 - Pénalités de retard | 11 |
| 11.2 - Pénalités spécifiques de retard ou absence aux réunions..... | 11 |
| 11.3 - Autres pénalités spécifiques pénalités pour retard de transmission de documents | 11 |
| 12 - Assurances..... | 11 |
| 13 - Résiliation du contrat | 11 |
| 13.1 - Conditions de résiliation | 11 |
| 13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 11 |
| 14 - Règlement des litiges et langues | 12 |
| 15 - Dérogations | 12 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé

Lieu(x) d'exécution : **4, place du palais 31380 BAZUS**

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en **9 lots** :

| Lot(s) | Désignation |
|--------|------------------------------------|
| 9 | Désamiantage |
| 1 | Démolition et gros-œuvre |
| 2 | Charpente, couverture et zinguerie |
| 3 | Menuiseries et serrurerie |
| 4 | Plâtrerie, isolation et plafonds |
| 5 | Carrelage |
| 6 | Peintures, revêtements sols murs |
| 7 | Plomberie, sanitaire |
| 8 | Electricité, chauffage et VMC |

1.3 – Réalisation de prestations similaires

En application des dispositions de l'article R. 2122- 7 du nouveau code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié avec le titulaire pour des prestations similaires, sans publicité préalable et sans mise en concurrence. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

Le marché public peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-8, des travaux, fournitures ou services supplémentaires, quel que soit leur montant, sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le marché public initial, à la condition qu'un changement de titulaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial conformément à l'article R. 2194-3 du nouveau code de la commande publique.

Le marché public peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 2194-8, la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir en application des dispositions R. 2194-4 du code précité.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (Attri1)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- La série de plans, schémas et croquis, établis par le maître d'œuvre ou par les bureaux d'études
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le planning prévisionnel d'exécution
- Le cadre de décomposition du prix global forfaitaire (CDPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux par arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales (CCS) des documents techniques unifiés (normes NF DTU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les notes de calculs jointes aux marchés (structure, thermique, acoustique, assainissement, électricité...)

Pièces à remettre au titulaire concernant les cessions ou nantissement des créances.
Les stipulations de l'article 4 du CCAG Travaux sont applicables.

3 - Intervenants

3.1 - Maîtrise d'œuvre et études

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Guy MARONESE 27, rue des lois 31000 TOULOUSE Tél. 06 07 76 48 37

Olivier RIZZO NEOLIA INGENIERIE 13, Rue Victor Hugo 81370 ST SULPICE Tél. 05 31 61 60 13

3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par : idem

3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

Alain SCHMITT SASU Coordination-Diag 40, rue du Chanoine Lucien Gaben - 81000 ALBI Tél. 07 71 72 82 44

3.4 - Contrôle technique sans objet

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 8 mois.

La date prévisionnelle de début des prestations est envisagée courant mars/ avril 2024.

4.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution prévisionnel propre à chaque lot est fixé dans le planning prévisionnel d'exécution.

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent dossier.
L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant l'exécution des travaux est porté à la connaissance après notification par le pouvoir adjudicateur.

Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le responsable de la mission d'OPC à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'OPC peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix global et forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Conformément à l'article 9.3.4 du CCAG TRAVAUX, le maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur titulaire, de fournir dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de la demande, une décomposition de chacun des prix forfaitaires établie conformément aux dispositions de l'article 9.3.2 du CCAG TRAVAUX.

5.2 – Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes : $C_n = (BT01(d-3) / BT01(o))$.

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.

- d : mois de début d'exécution des prestations.

- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, BT01 Index du bâtiment - Tous corps d'état - Base 100-2010

5.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

5.4 - Contenu des prix-mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes-travaux en régie

5-4-1- Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG TRAVAUX, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur titulaire est réputé tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites, câbles et réseaux de toute nature dont l'existence est connue selon les informations et données qui ont été communiquées par le maître de l'ouvrage dans le dossier de consultation, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également:

- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés ci-dessus,

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

De plus, le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur titulaire s'entend pour l'exécution sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, objet du lot dont il est attributaire ou rattachés à celui-ci par les documents de la consultation, et cela dans les conditions suivantes :

* sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de la consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées, ainsi que les prestations annexes et de détail même non décrits ou non mentionnés dans les documents de son marché, nécessaires à une parfaite finition de l'ouvrage.

* l'entrepreneur titulaire est tenu de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation de l'entreprise liée aux quantités ne pourra être prise en compte après la remise de l'acte d'engagement par l'entrepreneur.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ces principes, font partie intégrante de ses aléas et il lui appartient après étude des documents de la consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risques et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances, y compris pour les cotraitants.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Les prix du marché comprennent les dépenses visées aux articles 9.1.2 et 9.1.3 du CCAG TRAVAUX.

5-4-2- Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Il n'y a pas de facilités particulières accordées à l'entrepreneur.

5-4-4- Obligations particulières du titulaire

Représentation du titulaire – Réunions et comptes rendus de chantier

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG TRAVAUX, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché.

Cette personne, qui est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire, sera tenu d'assister personnellement à toutes les réunions de chantier ou de préparation, sur convocation du maître d'œuvre sous peine de l'application de pénalités à la libre décision du maître d'œuvre.

La personne physique qui assure éventuellement, le pilotage et la coordination des entreprises, assiste systématiquement à toutes les réunions de chantier ou de préparation, dans les mêmes conditions que celles évoquées ci-dessus.

A l'issue de chaque réunion de chantier ou de préparation, le maître d'œuvre diffuse un compte rendu de chantier à chaque entrepreneur convoqué en vue de la réunion. Les comptes rendus de chantier seront considérés comme acceptés sans réserve par l'entrepreneur, s'ils n'ont pas fait l'objet de remarques écrites avant la réunion suivante.

Modifications sur la situation juridique ou économique du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG TRAVAUX et en complément de ses dispositions, l'entrepreneur titulaire est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, et de façon générale les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le marché, comme par exemple l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

L'entrepreneur titulaire s'oblige ainsi, à produire sans délai les jugements correspondant du tribunal.

Obligation de confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5.1 du CCAG TRAVAUX, l'entrepreneur titulaire est tenu à une obligation générale de confidentialité, et au respect des règles relatives à la propriété intellectuelle (cf. option A de l'article 25 du CCAG PI) en tant que "tiers désigné dans le marché".

L'entrepreneur titulaire prend à ce titre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que les éléments relatifs à l'objet du marché, les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché par la maîtrise d'ouvrage ou autres intervenants à l'opération, le fonctionnement de leurs services, et les documents ou informations que ces derniers lui communiquent, ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

L'entrepreneur titulaire est tenu d'informer ses sous-traitants de cette obligation. Il s'assure du respect de cette obligation par ses sous-traitants, et reste responsable du respect de celle-ci.

Protection de la main d'œuvre et conditions du travail

Conformément à l'article 6 du CCAG TRAVAUX, l'entrepreneur titulaire s'engage au respect des obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître de l'ouvrage.

L'entrepreneur titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables, et reste responsable du respect de celles-ci.

Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG TRAVAUX, l'entrepreneur titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les lois et règlements en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des travaux, sur simple demande du maître de l'ouvrage.

A cet effet, l'entrepreneur titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

5-4-5- Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde font apparaître :

- les taux de TVA fixés par la réglementation en vigueur ;
- les montants de la TVA résultant de l'application de ceux-ci aux montants des travaux, dans les conditions édictées par cette réglementation.

Conformément aux dispositions de l'instruction de la D.G.I du 25 janvier 2006 (NOR : BUD F 06 30005 J), les pénalités applicables au présent marché auxquelles il est possible de conférer le caractère de réduction de prix, et donc d'indemnités au bénéfice de la personne publique au titre du préjudice subi, ne seront pas assujetties à l'application de la T.V.A.

6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

7 - Avance

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Aucune avance n'est accordée au titulaire.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne les montants des révisions de prix afférents au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant des révisions de prix au plus tard dix jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le

cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

8.3 - Délai global de paiement
Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette demande est libellée hors taxe et porte la mention "Autoliquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

9 - Conditions d'exécution des prestations

9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

9.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

9.3 - Préparation et coordination des travaux

9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 15 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le responsable de la mission d'OPC a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'oeuvre 1 mois au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit effectuer les opérations suivantes :

- Adaptation et modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier ;
- Constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ; 21 jours avant le début des travaux.

9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'oeuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT) ;
- les noms et coordonnées des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.3.3 - Registre de chantier

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

9.4 - Etudes d'exécution

Les plans des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'oeuvre et remis gratuitement au titulaire.

9.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

9.5.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en oeuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

9.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

9.5.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'oeuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 100,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

9.6 - Réception des travaux

9.6.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'oeuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'oeuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

9.6.2 - Réception partielle

La réception partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages est réalisée conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-Travaux.

9.6.3 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

10 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages ou parties d'ouvrages qui font l'objet d'une réception partielle court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.

11 - Pénalités

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **1/3000**, conformément aux stipulations de l'article 20.1 du CCAG-Travaux. Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

11.2 - Pénalités spécifiques de retard ou absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **150,00 €** par absence.

11.3 - Autres pénalités spécifiques pénalités pour retard de transmission de documents

Le dépassement du délai fixé et par dérogation à l'article 20.3 du C.C.A.G. relatif à la remise des plans d'exécution, des plans des ouvrages exécutés et du mémoire définitif au Maître d'Oeuvre entraîne l'application d'une pénalité d'un montant fixé à : 50 Euros/jour calendaire du retard.

12 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

13 - Résiliation du contrat

13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

14 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

15 - Dérogations

- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG – Travaux
- L'article 11.3 du CCAP déroge à l'article 20.3 du CCAG – Travaux